SANS NOUS
RIEN NE TOURNE
CONGRÈS
JC
14
MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE
UEC
UNION DES
ETUDIANTS
COMMUNISTES

INTRODUCTION

La précarité, c'est pas un métier. » A travers ce mot d'ordre, les jeunes communistes ont fait résonner le vécu de notre génération dont l'horizon se dessine dans l'incertitude permanente. Nous faisons face à l'offensive généralisée d'un capitalisme qui veut en finir avec toutes nos conquêtes et créer les conditions de son profit maximal.

Si les tenants de ce système décident de taper si fort sur nos conditions d'étude et de travail, c'est parce que c'est là que se joue la maîtrise des choix de société. **Le travail a une dimension centrale : qui doit-il servir ? C'est le cœur de l'affrontement de classes.** Cette question est vécue de manière contradictoire chez les jeunes, qui restent attachés à leur travail, à l'épanouissement qu'il permet, malgré les difficultés rencontrées au quotidien.

Le travail est créateur de toutes les formes de richesses, mais le capital capte une part grandissante de la valeur ajoutée, c'est-à-dire des richesses produites. Ainsi, la rémunération du capital représentait en moyenne 18% en 1950 contre 31% aujourd'hui en France et atteint jusqu'à 90% dans les grands groupes. **Les patrons ne souffrent donc pas du « coût du travail » : ils sont contraints de verser 158 milliards d'euros de cotisations sociales mais acceptent de donner 298 milliards en dividendes et intérêts.**

De plus, les salariés de France sont les plus productifs du monde : en moyenne ils produisent 46,5€ et en gagnent 18 par heure. Si en théorie le niveau de vie est correct dans le pays avec un salaire moyen net établi à 2.157 euros, la moitié des travailleurs vivent avec moins de 1.675 euros bruts par mois. Un chiffre qui permet de joindre les deux bouts plus qu'autre chose et qui est loin des standards d'une minorité qui continue de se gaver.

Les capitalistes s'approprient les fruits du travail non-payé, dont le but est de servir l'accumulation : c'est le cœur de l'affrontement entre la capital et le travail. Les 3 700 milliards d'euros qui constituent la production nationale ne résultent que du travail.

Dans cette stratégie terrible, les contradictions se font d'autant plus violentes qu'elles refusent de dire leur nom, et que ceux qui la mettent en œuvre se cachent derrière des gouvernements agissant au nom du réalisme, de la liberté, de la justice. Des mots qui trahissent ce que nous vivons.

LES JEUNES ET LE TRAVAIL AUJOURD'HUI

BILAN DES NOUVELLES POLITIQUES DE CASSE DU DROIT DU TRAVAIL

Les « politiques de l'emploi des jeunes » sont une construction politique apparue avec la crise du système capitaliste dans les années 1970. Depuis tout ce temps, nous avons été la cible de dispositifs spécifiques qui nous ont sorti du cadre commun en accentuant ce qu'ils étaient censés combattre : précarisation et privation de travail. **Cette évolution s'est faite en deux temps : d'un simple sas de précarité, sorte de « bizutage social », nous sommes devenus le cheval de Troie pour précariser le prolétariat, mis en concurrence partout sur le continent européen, avec l'aide d'organismes internationaux.**

Nos sociétés entraient dans l'ère de la révolution informationnelle, au moment où la machine s'est mise à remplacer plus seulement les mouvements humains, mais aussi ses capacités intellectuelles. Elle offre des perspectives nouvelles autant pour l'accumulation du capital pour la classe dirigeante que pour l'émancipation des prolétaires: la production, la diffusion et la propriété des savoirs changèrent d'époque.

L'accaparement de ces fantastiques développements scientifiques, techniques et d'échanges d'informations porte en lui ses propres contradictions. Loin de contribuer à l'émancipation, il entre dans une phase historique, où dénué de contradicteur majeur, notamment dans l'Union européenne, il est incapable de faire croire à des jours meilleurs.

La soif d'accumulation mène nos dirigeants à mettre en tension maximale la société entière en écrasant les contre-pouvoirs collectifs, les espaces d'éducation populaire, les aspirations de la jeunesse.

LE « SURCOÛT » DU TRAVAIL DES JEUNES ?

Cette démolition méthodique des droits fondamentaux a pris les jeunes comme cible stratégique parmi le prolétariat.

La mise à sac des formations en a été la porte d'entrée. Au nom du développement de l'économie de la connaissance, la marchandisation des savoirs est devenue un enjeu majeur pour détourner la révolution informationnelle. Les capitalistes ont trouvé l'occasion de répondre à leurs besoins d'augmenter la productivité et de s'attaquer à nos droits collectifs (notamment nos rémunérations) en adaptant la formation à ces objectifs.

Les réformes du monde éducatif ont préparé les régressions vécues ensuite dans tout le monde du travail, au nom de l'adaptation aux nouvelles exigences, et de la concurrence internationale. La logique de compétence, introduite dans l'éducation, individualise les parcours et les diplômes. **Derrière les intentions d'accès à l'emploi, il s'agit de nous déposséder de nos qualifications, pour attaquer l'ensemble des travailleurs.**

En 30 ans, ce sont plus de 30 contrats spécifiques à la jeunesse qui ont été créés « pour l'emploi ». Or, plus l'effort de nous «

adapter » au monde du travail se réalise, plus nous sommes : précaires, au chômage, déclassés à l'embauche, mis sous pression pendant la formation. Les jeunes constituent alors une armée de réserve gigantesque, mise en concurrence. **Alors même que sommes engagés dans la vie du pays, nos qualifications ne sont pas reconnues à leur juste valeur, et notre génération est donc sous-payée.** La jeunesse, période de la vie où l'on expérimente et construit nos parcours de vie, est distendue faute d'horizon stable.
Pour répondre à la tension permanente imposée par les actionnaires et à l'ordre patronal, les situations professionnelles sont fragmentées et individualisées, les normes d'évaluation et de management par les indicateurs financiers s'imposent, vidant de sens le travail et sacrifiant la qualité, au détriment de l'envie de « bien travailler », que certains arrivent à réaliser malgré tout. Si nous ne faisons pas « carrière dans le chômage », nous sommes constamment maintenus dans la précarité, l'attente de reprendre le travail ou la crainte d'être jetés.

Notre génération se réalise mal au travail quand on lui explique dès la formation qu'elle doit chercher à s'en sortir par la mise au placard de sa dignité. Pour les plus qualifiés, c'est le mépris des savoir-faire et des potentiels, opposant compétences et qualifications, flexibilité et stabilité.
La situation des apprentis et des stagiaires est à cet égard symptomatique de cette situation où le premier rapport au travail se fait négativement dans la souffrance et l'humiliation.
Pour les jeunes sans formation ni qualifications, dits hors système, ce sont des dispositifs particuliers qui leur sont dédiés mais qui ne les intègre pas du tout faute de moyens et d'encadrement nécessaires ; **ces emplois au rabais sont d'ailleurs souvent occupés par des jeunes plus qualifiés qui cherchent à accumuler de l'expérience en dessous de leur qualifications et de leur rémunération légitime.**

UN DISCOURS IDÉOLOGIQUE DOMINATEUR

Liberté d'entreprendre, de choix, égalité des chances, on nous rebat sans cesse les oreilles d'une liberté abstraite tandis que l'on sape méthodiquement jusqu'au dernier de nos droits, nous privant de la liberté d'envisager et de vivre nos vies.
Le travail coûte trop cher, les travailleurs français ne sont pas assez compétitifs ». Ce discours dominant est maintenant bien rodé, réutilisé à chaque fois qu'il s'agit de mettre en place de nouvelles « réformes » et de diminuer les cotisations sociales. Cette mise en scène du « coût du travail », n'a qu'un but, : faire oublier au plus grand nombre que c'est le capital qui parasite les forces vives. Comme le MEDEF qui vient, comme régulièrement depuis 30 ans, crier l'idée d'instaurer un « SMIC jeunes », c'est-à-dire un sous-salaire ! **A écouter certains personnages parler, nous devrons bientôt travailler gratuitement.** Les politiques qui concernent la jeunesse se font au nom des jeunes sans emploi ni formation, (en réalité exclus de toute qualification), sans répondre à cet enjeu à long terme.

NOTRE TRAVAIL, UNE AMBITION RÉVOLUTIONNAIRE POUR LA SOCIÉTÉ !

Travailler, c'est l'ensemble des activités humaines, physiques ou intellectuelles, qui mobilisent des qualifications. **Travailler, c'est se réaliser personnellement, prendre part à la vie de la société et agir en intelligence avec les autres. Or, ces ambitions sont parfois incompatibles dans cette société qui nous ferme l'accès au bonheur, au bien-vivre, et à la prospérité.**

LES RICHESSES DU TRAVAIL

Nous affirmons que l'ensemble des richesses créées le sont par le travail de l'ensemble des travailleurs du pays, salariés ou non. Dans l'industrie, les services, le travail social, l'agriculture ou le bénévolat associatif tout est le produit de notre force de travail.

Les milliards de la production nationale sont largement suffisants pour répondre de manière efficiente et collective à nos besoins du quotidien, cadre de vie, santé et conditions de travail, construction de nos parcours et au développement de nos savoirs. Aujourd'hui, la part de la richesse qui est socialisée grâce notamment aux cotisations sociales doit être étendue jusqu'à une éviction totale de la spoliation capitaliste. **Ce n'est pas un hasard si la sécurité sociale et les retraites sont sans cesse attaquées car elles extraient une part des richesses issues du travail pour financer la protection sociale**.

LA QUESTION DES JEUNES TRAVAILLEURS EN FORMATION

Le rapport des jeunes au travail n'est pas fondamentalement différent du reste de la population. Le travail doit devenir sources d'épanouissement, d'émancipation. Dans la perspective d'une société communiste cela passe par la réappropriation des richesses, des pouvoirs et des savoirs, et donc des moyens de production.

Notre quotidien de jeunes est fortement imprégné de temps de formation : la citoyenneté, la politique, l'acquisition de savoirs et savoir-faire… cette partie de nos vies passe aussi par la formation, du secondaire jusqu'à l'entrée dans le monde du travail. **On nous demande, de plus en plus tôt, de faire des choix qui conditionnent nos parcours de vie, sans outils ni accompagnement, poussant ainsi à la reproduction sociale et mettant de très nombreux jeunes en échec, les excluant des systèmes de formations.** Ainsi, la réussite des uns ou l'échec des autres est en partie organisée.

Par ailleurs, c'est aussi la mise en concurrence des usagers d'une multitude de filières et de modes de formation (de l'apprentissage aux grandes écoles, en passant par l'alternance et l'université), leurs moyens, leurs contenus et leur finalité qui, aujourd'hui, organise la reproduction sociale et flèche la réussite. Cette période de formation a toujours été plus ou moins rattachée à la production

via différents modes. Si le salariat étudiant a connu une véritable explosion ces quinze dernières années (+127% entre 2006 et 2013), ce rapport au travail a toujours existé, et cette coexistence n'est pas à juger mauvaise en soit. C'est parce qu'aujourd'hui les savoirs sont en partie aux mains du patronat, que nos formations sont conditionnées pour répondre à leurs objectifs au lieu de nos besoins.

PARTAGE DES POUVOIRS

Exclure les citoyens des lieux de pouvoir est un réel enjeu pour les capitalistes. Ils combattent donc tous les lieux de contre-pouvoir qui existent encore, dans nos lieux de vie et de formation, nos entreprises, en passant par les collectivités territoriales. Les espaces qui devraient être un apprentissage à la démocratie pour notre génération, sont affaiblis depuis 30 ans pour les vider de leur sens et nous éloigner de tout choix stratégique. Dès lors, quel intérêt pour les jeunes et l'ensemble des travailleurs de s'y investir ?

Pourtant le mouvement social est source de progrès et a toujours créé des structures, des organisations,qui permettent d'expérimenter, de s'émanciper individuellement et collectivement de gagner des cadres d'expression démocratique et de maîtrise sur les choix qui nous concernent. Ces lieux existent encore aujourd'hui, et remettent en partie les citoyens dans les processus de décisions, sous des formes différentes : les CVL, les Conseils d'Administration des facs, les Comités d'Entreprises, les instances et organismes paritaires, les SCOP (ex des Fralibs) ...

Le patronat milite pour étendre toujours plus sa maîtrise de la distribution des richesses, des savoirs, ainsi que des pouvoirs : c'est en contrôlant ces éléments qu'il affirme sa main-mise sur les choix de société aujourd'hui.

UN NOUVEAU SOUFFLE EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE

Du mépris de Nicolas Sarkozy à la « Priorité jeunesse » de François Hollande, notre situation n'a pas beaucoup changé et les perspectives sont pires encore, malgré notre capacité à créer des espaces d'épanouissement.
Il est nécessaire et possible de sortir la jeunesse de la précarité dans laquelle elle est enfermée Cela nécessite de

créer un véritable statut social pour tous les travailleurs en formation pour les extirper de l'insécurité sociale et de créer les conditions, dès la formation initiale d'un accompagnement et d'une orientation qui puissent amener notre jeunesse dans des emplois utiles au développement et au progrès social dans des conditions de travail dignes.
Cela pourra permettre de redonner un nouveau sens au travail. Mettre fin à la reproduction sociale passera également par le fait de créer un cadre nous permettant de jouir pleinement de droits sociaux extraits des logiques de marché.
C'est aussi en développant un droit à l'éducation et la formation, au service de la réussite de tous dans un service public unifié, que nous permettrons à chaque jeune de choisir, d'expérimenter et que nous mettrons fin à la reproduction sociale. Une réussite qui ne met pas en concurrence, mais s'accomplit dans la solidarité.

Ce nouveau souffle que nous souhaitions qui rendrait ces éléments cohérent entre eux, se concrétise dans l'idée d'un statut pour tous les jeunes travailleurs en formation, pour asseoir et étendre ces conquêtes à toute la société.

Plus globalement, une telle démarche nécessite de poser la question de la propriété collective et sociale des moyens de production, le partage réel des savoirs, l'appropriation par les travailleurs des enjeux et des savoirs et la création de vrais espaces d'expression de ce pouvoir.
Les nationalisations de certains secteurs productifs sont en ce sens pertinents pour répondre à des objectifs stratégiques définis collectivement à l'aide d'une démarche de planification.

Les qualifications de notre génération, qui sont en constante augmentation, doivent pouvoir s'exprimer, et profiter à tous, hommes, femmes, français, étrangers, jeunes et plus vieux.

Ce nouveau souffle est possible et nécessaire. Il s'agit de libérer notre potentiel créateur, et de permettre aux exploités de diriger ce pays qu'ils font vivre. **Le socialisme puis le communisme constituent en ce sens la direction à suivre pour renverser le capitalisme !**

LES JEUNES ET LE TRAVAIL AUJOURD'HUI

QUELLES SONT NOS PRATIQUES POUR S'ADRESSER AUX JEUNES SUR CES QUESTIONS, ET DÉVELOPPER NOS POINTS FORTS AVEC AMBITION ?

Le MJCF et ses membres
Les jeunes et étudiants communistes mènent de nombreuses batailles contre les violentes attaques qui ciblent la jeunesse, selon les envies, les priorités d'organisation et la structuration locale de notre Mouvement, en évolution constante. et en particulier les droits des jeunes en tant que jeune travailleur et jeune travailleur en formation. **Dans toutes nos Fédérations, les militants agissent dans les centres de formation, avec les salariés en lutte pour défendre les conquêtes sociales et gagner de nouveaux droits, Ces adresses sont souvent marquées par des contextes matricées par les lieux de luttes (lycées, université, cité U, CFA, entreprises).**

Il est de notre devoir d'organisation politique de développer et de structurer ces adresses et de développer avec ambition notre campagne nationale en lui donnant un jour nouveau permettant réactivité, actions concrètes et résultats. Pour unifier ces revendications, il nous faut donc un dénominateur, un élément commun à tous ces jeunes.

Tout cherche à nous diviser vis-à-vis du travail multiplicité des contrats, des statuts, voire absence de statut etc. **En faisant de la jeunesse les cobayes des nouveaux modes d'exploitation, la bourgeoisie tente de définir la société barbare et individualiste de demain.**

Opposons à cela l'unité de la jeunesse, notamment dans son rapport au travail. Le nombre toujours grandissant et complexe des statuts d'exception est bien connu et surtout vécu par les jeunes. Nous devons nous battre pour construire sans incantation un statut social du jeune travailleur en formation qui fasse un écho puissant à leurs aspirations concrètes. **Un statut défini par notre rapport particulier à la production, pendant cette phase où nous nous formons pour exercer notre travail que nous voulons au bénéfice de tous et non au profit de quelques-uns. Un statut qui ne nous divise pas des autres travailleurs, qui n'est pas une bulle hermétique dont la surface serait le premier emploi mais est complémentaire d'autres statuts comme ceux des fonctionnaires ou des cheminots, ou qui s'articule avec le Nouveau Statut du Travailleur Salarié que développe la CGT.**

Ce statut doit permettre à chaque jeune d'être accompagné et de maîtriser son parcours de formation et d'emploi. Il doit répondre aux attentes concrètes des jeunes quel que soit sa situation, du jeune sans qualification au diplômé de l'enseignement supérieur.

A L'AUNE DE CES AMBITIONS QUELLES INTERVENTIONS CONCRÈTES PRIVILÉGIER AUPRÈS DES JEUNES ET BÂTIR NOTRE AVENIR COMMUN ?

Notre campagne sur le travail, déclinée dernièrement autour du thème « Suivre l'argent » approfondit le cycle de campagne qui a permis de démontrer l'ampleur des richesses produites à redistribuer et le non-sens des restrictions budgétaires. Démontrer le non-sens des restrictions budgétaires et l'ampleur des richesses produites à redistribuer. **Décidons dès maintenant de construire trois grands axes de bataille pour l'avenir de la jeunesse de France.**

DÉMONTRER LE CARACTÈRE PARASITAIRE DU CAPITALISME SUR NOS VIES !

Sans tenir pour acquis les fruits de l'incessante bataille idéologique sur le coût du capital. Nous devons nous appuyer dessus pour démontrer le caractère hautement parasitaire du capitalisme financier et de la bourgeoisie qui le dirige, dans le quotidien des jeunes.

Les récents rassemblements lors des initiatives du MEDEF, qui nie la réalité d'un pays prospère en pleurant misère, la production d'affichettes en réaction aux annonces de parachutes dorés » ou autres annonces scandaleuses sont des exemples parmi d'autres de ce travail militant à fournir.
Cette incessante bataille doit montrer la pertinence et la crédibilité de nos propositions !
Virer un jeune à l'issue de sa période d'essai, faire faire des photocopies à un jeune en Master 2, exploiter le turn-over des stagiaires pour ne pas embaucher, réembaucher des jeunes travailleurs en CDD tous les six mois sur un même poste, tout cela est-il utile à la société ? Au développement des moyens de production ? A l'épanouissement individuel et collectif ? A la création de richesses ? Non.

Emparons-nous des milliers de situations que vivent les jeunes pour démontrer plutôt que d'incanter la pertinence et la crédibilité de nos propositions !

REDONNONS FIERTÉ AUX JEUNES TRAVAILLEURS EN

FORMATION ET EN EMPLOI EN LEUR DONNANT LES MOYENS DE DÉCIDER DE LEUR AVENIR.

Oui, ils sont indispensables à la société et leur travail n'est pas un sous-travail. Relevons la tête et sortons du fatalisme de la précarité étudiante. Réapproprions-nous l'énonciation des perspectives de la jeunesse et de ses aspirations, réapproprions-nous nos formations, nos apprentissages, nos emplois et nos lieux de vie **à travers des revendications concrètes et positives pour bâtir les grandes victoires de notre Mouvement et des jeunes.**

LES JEUNES À LA (RE)CONQUÊTE DE DROITS SOCIAUX !

Aujourd'hui, le terme de bataille défensive est dans nos bouches lorsque l'on parle des luttes sociales à l'œuvre pour sauver les conquêtes sociales du Front Populaire, du CNR et de mai 68. **Mais pour la jeunesse, certaines de ces avancées sociales tiennent plus du lointain mirage que d'une réalité concrète.**

Frappés de multiples statuts d'exception, combien de jeunes ne profitent pas des CE, des congés payés, de rémunération à la hauteur de leur travail (cf. stage, apprentissage). Combien de jeunes ne peuvent pas se syndiquer librement ?

Combien de jeunes, souvent intérimaires, sont victimes d'accident du travail à l'heure où le MEDEF veut supprimer les CHSCT ?

On ne peut demander à quelqu'un de défendre ce qu'il ne connaît pas, mais on peut l'emmener dans la lutte pour le conquérir ! L'égalité d'accès des conquêtes sociales et le gain de nouveaux droits pour tous les travailleurs, quels que soient leur âge et leur genre, sera un socle unificateur pour s'adresser aux jeunes. **Partout où les injustices sévissent, partout où le patronat oppose jeune travailleur et salarié dans l'emploi stable, la reconnaissance de l'exercice de ces droits formera la première pierre vers un véritable statut et contribuera à la conscience et l'unité de la classe exploitée.**

VERS L'UNIFICATION DE NOS CONDITIONS DE FORMATION ET D'EMPLOI !

En lien avec nos autres batailles, dans les lycées, les CFA et les Universités, nous devons pointer et dénoncer sans relâche les dispositifs, contrats, critères qui organisent la division et créent les statuts d'exception des jeunes, notamment pendant nos périodes de formation. Que nous soyons en stage, en apprentissage, en contrat professionnel, étudiant à l'université… nous sommes, dans une phase de formation en lien avec le monde du travail et en train de construire notre rapport à la production.

Nous devons être accompagnés pour choisir au mieux notre parcours. En cela, un service public de l'orientation et de l'information est indispensable pour donner le droit à tous et toutes de construire le parcours qu'il souhaite.

Nous devons être reconnus, rémunérés et protégés parce que nous sommes des travailleurs et que nous sommes indispensables au fonctionnement de l'économie et de la société, par les sciences et techniques que nous contribuons à développer et par l'apprentissage de qualifications qui augmentent notre productivité.

Cette bataille axe aura un écho particulier dans les filières techniques, les IUT, les lycées pro où les jeunes sont en première ligne de l'exploitation capitaliste.

Nous devons construire l'unification vers le haut de ces contrats vers un statut du jeune travailleur en formation, aux modalités diverses, sans injustice, ni précarité, ni mépris.

COMMENT RASSEMBLER AUTOUR DE NOS COMBATS, DONNER SENS ET VISIBILITÉ À NOS REVENDICATIONS ?

Nous ne sommes pas seuls dans ce combat révolutionnaire. Sans chercher à nous substituer aux autres organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (dont nous faisons partie), jouons notre rôle de mise en cohérence politique et d'adresse spécifique à la jeunesse, auprès desquelles nous pouvons pousser pour lutter ensemble pour un droit commun au travail, sans toutefois se contenter de ses limites actuelles. Source de déconstruction lorsqu'ils subissent, les jeunes, lorsqu'ils sont mobilisés pour le droit à travailler peuvent et doivent inspirer le changement social pour l'ensemble du camp du travail !

Les trois perspectives énoncées précédemment vont justement nous permettre d'aller voir les autres organisations, notamment les syndicats et les associations organisations de jeunes qui se battent pour la défenses des droits sociaux dont les jeunes sont privés, pour plus de démocratie dans les entreprises qui permettrait, par exemple, le contrôle ouvrier sur le contenu des stages en termes de rémunération et de suivi des missions en lien avec la formation. Ensemble, nous pouvons rendre ces droits réels pour les jeunes grâce à ces mots d'ordre faisant le pont avec les salariés déjà dans l'emploi ou privés d'emploi.

Notre visibilité et crédibilité sera la pertinence de nos revendications auprès des jeunes, en dénonçant les situations concrètes où le capitalisme parasite leur parcours de jeune travailleur en formation. C'est autour de ces ambitions positives et ambitieuses que nous pourrons rassembler la jeunesse de France pour un avenir meilleur.